XVIe Année. — N° 441 PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 5 Août 1916

LE RÉVEIL

COMMUNISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 3.—; Six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 5.—; Six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Le prochain numéro paraîtra avec une semaine de retard et portera la date de samedi 26 août.

CONTRE LA RÉVOLUTION

Les dirigeants professionnels du prolétariat paraissent très contents d'eux-mêmes; ce qui a été fait hier était bien exactement ce qu'il fallait faire et demain il ne restera qu'à continuer à faire de même.

Que diable! Des résultats n'ont-ils pas été obtenus? Après une trentaine d'années la durée légale de la journée de travail a diminué d'une heure et les salaires ont augmenté. Donc, gain certain, qui pourra s'accroître indéfiniment.

Ne demandez point si la diminution de quelques heures n'a correspondu qu'à l'intensification du travail et si les salaires n'ont augmenté qu'en proportion moindre du coût de la vie. Ne recherchez pas non plus si en tenant compte de l'augmentation extraordinaire de la richesse, le travailleur n'est pas aujourd'hui plus volé qu'il ne l'a jamais été. Ne posez pas non plus la question, a savoir si le jardinage très conseillé au monde ouvrier et se généralisant de plus en plus, ne représente pas sous une forme indirecte le retour aux anciens horaires de onze et douze heures de besogne quotidienne. Non, dites-vous simplement qu'il ne reste qu'à continuer comme par le passé.

⁂

D'aucuns commençaient à reparler de révolution. Allons donc! A quoi pourrait-elle bien servir? Nous avons une méthode sûre, celle qui nous a conduits à la boucherie actuelle. Que peut-on demander de mieux?

La Révolution? Ah! n'y songeons plus, et n'en parlons jamais! Le prolétariat pourrait se faire des illusions dangereuses. A vrai dire, nous n'arrivons pas à en concevoir de pire que celle qui l'a conduit à la guerre: l'illusion d'une évolution désormais pacifique, sans soubresauts, sans heurts, sans violences, alors que la loi qui dominait le monde entier était celle de la concurrence la plus âpre. Mais le désastre actuel ne paraît pas encore le plus grand mal concevable à certains dirigeants socialistes: ce qu'ils craignent par dessus tout, c'est que le monde du travail puisse avoir confiance en lui-même.

Ecoutez ceci:

La révolution éclatera-t-elle après la guerre? C'est une question qui se pose très souvent et même les gouvernements des pays en guerre n'osent pas, dit-on, conclure de paix par crainte de révolution. Il est évident qu'il faut s'attendre, dans certains pays, à voir des troubles sérieux se produire; même allant jusqu'à la révolution. S'il y a émeute, s'il y a révolution, ce sera pour renverser un roi, un gouvernement, un dictateur; mais le régime actuel résistera longtemps encore à toutes les attaques. Je veux dire que la guerre n'amènera pas la révolution sociale, celle qui mettra entre les mains de la classe ouvrière les moyens de production. Non, nous n'en sommes pas là et le prolétariat doit regarder en face l'avenir, en ayant une connaissance précise de la lutte qu'il a à soutenir.

Sans doute que la guerre amènera de profondes modifications dans la vie même des peuples; modifications dont on ne peut prévoir la portée. Toutefois, elles ne serviront qu'à marquer une nouvelle distance entre les classes, mais rien de plus.

„ Le régime actuel résistera longtemps encore à toutes les attaques. " Qu'en conclure sinon qu'il faut continuer surtout à s'y adapter? Certes, si la révolution est dirigée par des politiciens, elle ne nous donnera que des changements politiques; mais pourquoi la masse s'interdirait-elle de procéder à de grandes expropriations économiques: sol, sous-sol, outillage, matières premières, etc.? Leur urgente nécessité serait-elle donc si difficile à saisir, qu'il faille désespérer sans autre de la voir comprise, même par les ouvriers „ conscients et organisés "?

Mais voici d'autres arguments antirévolutionnaires:

C'est une période intéressante qui va se parachever: celle du collectivisme de la société capitaliste.

Cette puissance possède tous les rouages de la vie sociale et, du même coup, de celle des individus.

Contre cette visible et anonyme puissance financière il n'y a pas de révolution qui puisse se faire, parce qu'elle-même constitue, non pas un régime politique, que l'on renverse, mais une vie sociale, dont tous les individus constituent la trame. Il y a trop d'individus qui vivent de ce régime; trop qui espèrent en lui; trop de monde croit encore à la force individuelle qui élève et enrichit. Il suffit, pour comprendre cela, de constater que les 8 à 10 millions de prolétaires organisés représentent dans le monde une bien petite minorité dans les centaines de millions qui constituent des forces prêtes à servir le capitalisme et non le prolétariat.

Pourquoi la vie sociale ne pourrait-elle être changée, si telle est la volonté d'une forte minorité agissante, qui à un moment donné se trouve avoir la sympathie des masses? Des „ rouages " humains diffèrent tout de mêmes des rouages mécaniques proprement dits et pour grande que soit la veulerie ambiante, il s'est produit et se produiront encore des révoltes. Admirons ce raisonnement socialiste pour lequel le patronat possède l'ouvrier au même titre que la machine, et pas moins que celle-ci, celui-là est à la merci du maître.

Quant aux individus qui vivent du régime capitaliste, il y en aura toujours en bon nombre. Et en quoi espérer sinon en ce régime, puisque l'espoir révolutionnaire est à écarter?

Voyons la conclusion:

Si la guerre conduit le régime capitaliste à son apogée, c'est-à-dire à son collectivisme à lui, c'est la plus grande étape qu'il pouvait parcourir et, par conséquent, le rapprochera de la forme qui permettra au prolétariat de le pénétrer plus profondément.

Mais, pour cela, une révolution ne servirait à rien. Il faut que le prolétariat accomplisse sa tâche au préalable, en touchant par son organisation, lui aussi, à l'apogée de sa force. Il doit donc, par son action syndicale, coopérative et politique, se préparer à être la force dominante dans la production, dans le commerce et dans l'organisation politique de la société. Avant de posséder cette force-là, il n'y aura pas de révolution capable de modifier la situation du prolétariat.

Nous avons ici, tout d'abord, „ le sophisme „ antivolitif, demi-chrétien, demi-musulman, qui „ faisant germer le socialisme en tout et partout „ de la richesse capitaliste, nous attache et lie au „ capitalisme, comme le fils au père dont il at- „ tend l'héritage. Et cela nous a donné toute la „ panacée et toutes les joies du réformisme, du „ possibilisme, du collaborationnisme, etc. " C'est au quotidien socialiste l'*Avanti!* que nous empruntons cet aveu.

Avant le collectivisme socialiste, nous avons donc à attendre le „ collectivisme capitaliste ". Tant pis si ce dernier exige encore quelques autres boucheries. Nous devons les accepter à l'avance, car „ une révolution ne servirait à rien ". En attendant, le prolétariat, lui, doit chercher à atteindre „ l'apogée de sa force " par ces mêmes moyens qui l'ont laissé impuissant, jusqu'à paraître inexistant, nul, en face de l'événement le plus effroyable de toute l'histoire.

Les sages citations que nous venons de reproduire sont de M. Grospierre, permanent syndical et élu socialiste, qui ne voit pas que sa puissante organisation, à moins de savoir à l'occasion devenir révolutionnaire — oui, révolutionnaire! — pourrait être anéantie, comme elle l'est actuellement par la violence des Etats. Car, enfin, tout droit n'existe que par la force de le faire respecter.

Nous le répétons. Pour demain, comme pour hier, écarter le recours à la révolution, veut dire se soumettre à l'avance à toute guerre qu'il plaira au capitalisme de déchaîner.

Etrange socialisme à la vérité que celui-là! Mais M. Grospierre et consorts invoquent aussi des arguments historiques pour rejeter la révolution, et nous aurons à les examiner prochainement.

Défendriez-vous votre mère?

Le deuxième procès intenté, par devant le tribunal militaire de Lausanne, à l'instituteur Baudraz, pour refus de se présenter lors de la mobilisation de son bataillon, a fourni, à l'auditeur et à quelques juges, l'occasion de poser cette question que nous avons déjà maintes fois entendue. L'instituteur Baudraz, que nous approuvons pleinement et que nous louons d'oser agir selon sa conscience, s'en remet à Dieu pour lui éviter d'avoir à résoudre pratiquement la question. Nous, qui ne sommes pas déistes et ne voulons non plus prêter aucune aide aux gouvernants pour une œuvre guerrière, allons profiter de la circonstance pour répondre à cette interrogation. Cela est d'autant plus utile que c'est la seule objection qui nous est publiquement faite. Il faut, d'ailleurs, entendre cette phrase dans un sens très large.

Disons tout de suite qu'une telle question montre la naïveté d'une partie des interrogateurs et la mauvaise foi des autres. Dans une société comme la nôtre, policée à l'excès, il est interdit à l'individu de défendre personnellement, lui ou les siens. S'il s'agit d'une personne qui a des titres en banque et qu'elle se soit trouvée ou cru se trouver dans la nécessité d'user de la violence pour la protection de sa vie ou de ses biens, et que sa défense ait eu des conséquences fâcheuses pour les agresseurs, les gens de justice seront pleins d'égards et tout s'arrangera, après un procès-verbal de constat. Mais lorsqu'au lieu d'être un rentier le défendeur est un pauvre diable, la situation est examinée de tout autre façon et bienheureux sera celui qui s'en tirera avec quelques mois de prison préventive, sans compter une condamnation pour port d'arme prohibée.

Malgré les articles du code sur la légitime défense, la loi est ainsi tracassière lors de la pratique. Les fonctionnaires judiciaires deviennent féroces lorsque l'agresseur est un policier. Aucune résistance n'est tolérée aux dangereux exploits de celui-ci. Les mêmes gens qui nous convient à donner notre vie pour parer à un hypothétique danger, n'admettent pas que nous résistions par un simple coup de poing à un acte arbitraire nettement caractérisé des agents de l'autorité. Il faut tout subir, les insultes, les coups et les cambriolages baptisés pour la circonstance perquisitions, sous peine d'aller pourrir en prison. On ne nous invite à user de la violence que lorsqu'elle est utile aux intérêts ou à l'ambition des dirigeants. Que dis-je? C'est « on nous force » qu'il faut dire. La violence et le meurtre deviennent une obligation. Les sentences des tribunaux militaires et conseils de guerre en sont la triste preuve. Pas une affiche de mobilisation n'oublie de mentionner que quiconque se sent peu disposé au meurtre patriotique ou à son apprentissage, sera recherché par la gendarmerie. L'Etat, qui a déjà créé tant de monopoles, a également monopolisé le crime, avec cette aggravation qu'il n'est pas admis que des individus puissent s'y soustraire.

Naturellement, pour éviter une opposition qui finirait, et finira, nous en sommes convaincus, par

tout emporter, les gouvernants expliquent leurs brigandages de multiples façons et cherchent un non moins grand nombre de prétextes pour vaincre les scrupules des meurtriers malgré eux. De là cette invitation à défendre, par les voies patriotiques, bien entendu, nos biens et notre mère. Comme les exploités n'ont pas de biens, on spécule sur leurs sentiments et leur embarras à donner une réponse claire, car, n'est-ce pas, il faudrait être un monstre pour ne pas défendre sa mère ?

Pour ce qui est des biens, avant de nous faire une obligation de les défendre, il faudrait que nous eussions la possibilité d'en acquérir autrement qu'en procédant selon les méthodes actuellement en pratique dans notre société capitaliste. Nous n'avons jamais été aussi pauvres que depuis que l'on nous parle quotidiennement de notre patrimoine commun à défendre. Cette conquête d'un bien exigera des luttes que l'on nous déniera le droit de pratiquer. Quant à nos mères, nos sœurs, nos femmes et nos enfants, nous n'avons aucune peine à déclarer que nous les défendrons, au risque d'être tués comme des chiens. En effet, les discoureurs qui nous reprochent de ne pas vouloir défendre notre mère, oublient d'ajouter que nous n'en avons légalement pas le droit.

Les conventions internationales sur les pratiques de la guerre et le droit des gens ne reconnaissent pas aux individus le droit de s'armer et de résister aux envahisseurs, sans être enrégimentés dans les armées nationales. Tous les gouvernements admettent que les combattants non incorporés soient immédiatement passés par les armes en cas de capture. C'est dénier par avance le droit à la défense que l'on invoque d'autre part comme un devoir.

En réalité, le seul droit qui nous est reconnu est celui d'être soldat, sans possibilité de discuter sur les besognes que l'on nous ordonnera d'accomplir. Nos contradicteurs feront bien de nous expliquer quelles mères défendaient les malheureux soldats alliés tombés aux Dardanelles, les territoriaux savoyards envoyés au Maroc ou les soldats allemands envahisseurs de la Serbie.

Les uns et les autres tuaient ou mouraient pour des choses qui n'avaient rien de commun avec la défense des leurs.

Nous sommes encore en présence d'un mensonge dont nous refusons d'être dupes. Nous sommes prêts à la lutte, mais pour réaliser notre idéal et non point pour d'inavouables intérêts. A. A.

NOTES EN MARGE

Lutte de classe !

A l'une de mes dernières conférences, un auditeur me faisait parvenir l'objection suivante :

L'action coopérative, syndicale et politique n'exclut point le principe de transformation intégrale, si cette action se base sur la lutte de classe. On pourrait déduire de vos paroles le contraire.

J'avais affirmé que l'action coopérative, syndicale et politique — telle qu'elle avait été pratiquée avant la guerre — s'était montrée plus qu'insuffisante, absolument nulle.

Au point de vue coopératif, elle n'a pas empêché un énorme renchérissement de la vie ;

au point de vue syndical, les augmentations de salaire n'ont compensé qu'en partie ce même renchérissement ;

au point de vue politique, tous les triomphes électoraux des partis socialistes ont abouti au... triomphe du militarisme et à la guerre.

Je serais très curieux de connaître la conception nouvelle de la „ lutte de classe ", dont parle mon contradicteur, car si celle-ci doit se poursuivre comme par le passé, à qui fera-t-on croire qu'un remède n'ayant pu prévenir le mal, suffira à le guérir, alors qu'il se sera encore de beaucoup aggravé ?

Des mots...

Nous extrayons d'un discours de pasteur :

Heureux, chers amis, heureux ceux qui ne se résignent point aux platitudes de la vie matérielle et qui en fuient les bassesses et les laideurs. Pitié pour qui reste prisonnier des préoccupations mesquines et s'étiole dans une atmosphère renfermée. Toute vie est terne et décevante au service unique de l'égoïsme et de l'intérêt et il y a moins de lumière encore dans les caves de la luxure et de l'immoralité. Pour faire de belles vies, il faut des dévouements, de nobles émotions, de saints enthousiasmes. Rien de beau ni de grand ne se fait sans amour et sans espérance. Montez sur les cimes — partout ailleurs vous végéterez — cherchez le plein air, ambitionnez les vues lointaines.

M. le pasteur plaisante ou ne sait ce qu'il dit.

Ne pas se résigner veut dire se révolter et se mettre à dos tout le monde bien pensant, à l'influence aussi grande que néfaste.

Et puis, comment la plupart des hommes, vivant au jour le jour, s'efforçants toujours de joindre les deux bouts, très souvent au prix de réelles privations, pourraient-ils se libérer des préoccupations mesquines, en vérité, mais qui pour eux sont d'une importance vitale ?

Nous ne savons que trop que l'humanité s'étiole, dès l'enfance, faute d'air, d'espace, de soins, de repos, de connaissances, de bien-être, de tout ce qui fortifie et embellit la vie ; mais où trouver le remède sinon dans une profonde transformation économique, nécessitant une révolution... et non seulement des mots.

Le nouveau.

La presse a publié la dépêche suivante :

BERNE, 25. — Le Conseil fédéral a nommé procureur de la Confédération, en remplacement de M. Kronauer, démissionnaire, M. Franz Staempfli, originaire de Moosseedorf, né à Schwarzenburg et âgé de 35 ans. Il a fait ses études au gymnase de Berne, puis aux universités de Berne et de Leipzig. Il a pris son brevet d'avocat à Berne, en 1906, et a pratiqué quelque temps dans l'étude de feu Hellmuller, ancien juge à la cour d'appel. Puis il a été greffier du tribunal pénal, substitut du procureur général du canton de Berne et, enfin, greffier à la cour suprême cantonale.

Nous avouons n'y plus rien comprendre. M. Kronauer avait été „ démissionné " il y a presque une année et la presse lui donnait comme successeur un procureur de Fribourg, dont nous avons commenté en son temps l'élection comme chose avenue. Puis, pendant des mois, il ne fut plus question, ni de démission ni de remplacement.

M. Kronauer aurait-il été un démissionnaire récalcitrant, dont il a fallu de longs mois pour vaincre la résistance ? La charge n'est pas absorbante et bien payée, et laissait le temps et les moyens à ce pauvre Otto de satisfaire une soif inextinguible et bien naturelle, qu'il ne faudrait pas confondre avec la soif du pouvoir. Toujours est-il que le voilà remercié et remplacé.

Et de même qu'avec le vieux nous ne perdons rien, avec le nouveau nous ne gagnons rien non plus.

L'invincible vérité.

Voici ce qu'un sénateur et baron italien, M Garofalo, a osé dire, à Naples, dans une réunion académique, au grand ébahissement de ses auditeurs, qui ne sont pas encore revenus de leur stupeur. Il y a quand même des vérités par trop évidentes qui ne peuvent être tues, d'autant plus qu'elles finiront par éclater aux yeux de tout le monde, pour confondre à la fois trompeurs et trompés.

Oyez, donc, et songez que ce n'est pas un anarchiste, mais un conservateur qui parle :

Pour trouver quelque chose d'analogue à la guerre, dans la vie des animaux, il faudrait en descendre l'échelle jusqu'à l'infime degré et arriver aux insectes, et parmi ceux-ci aux fourmis, chez lesquelles seulement se voient de vraies batailles. Ces batailles ont uniquement pour but la proie.

Les fourmis ne sont point hypocrites, elles ne prétendent pas lutter pour un quelconque principe politique, ni pour la culture ou la rédemption des opprimés.

La guerre actuelle est l'effet de la longue rivalité économique entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Les autres Etats, intervenus dans le présent conflit se sont rangés d'un côté ou de l'autre selon leurs intérêts propres, réels ou imaginaires. *Il n'est pas vrai que le présent conflit soit celui de la civilisation contre la barbarie ; il n'est pas vrai qu'il soit une lutte de races ; il est faux qu'il ait pour but de constituer intégralement les nationalités, de même qu'il est faux que d'une part on combatte pour la cause de la liberté et de l'autre pour celle de l'autocratie. Nos gouvernants n'envieront plus la gloire d'Erostrate.*

Elle est absurde cette idée des gouvernants alliés se disant sûrs de la victoire, parce que leur cause est celle de la civilisation, de la liberté des peuples et du respect des nationalités.

N'en disons pas davantage, nous-mêmes ; cela suffit amplement.

Conférence Barthou.

Pour la conférence de M. Barthou à Genève, il a été affiché et distribué un papillon avec le texte suivant :

Le politicien Louis Barthou, qui viendra parler au Victoria Hall, compte parmi les plus odieux réactionnaires et a accompli en France une besogne guerrière semblable à celle des junkers en Allemagne.

La guerre a ses combattants et ses tripoteurs ; M. Barthou est de ces derniers et laisse aux autres l'« honneur » de mourir pour la patrie.

C'est, d'ailleurs, une tradition dans sa famille. Il y a quelques années, son frère Léon a déserté et fui à l'étranger, puis il est revenu en France, où non seulement il ne fut pas inquiété, mais nommé à un poste au ministère des finances, à raison de trente-cinq mille francs par an.

Louis Barthou est l'un de ceux qui ont le plus adroitement su faire du patriotisme une affaire pour lui et les siens. De tels forbans néfastes dans le passé, le seront aussi pour l'avenir. Le droit et la liberté ne sauraient être conquis que contre eux.

Ces vérités n'étaient pas bonnes à dire pour une certaine presse qui proteste contre nous, faute précisément de pouvoir les démentir. Ne nous y arrêtons pas.

Emile Mazel

Un camarade dévoué, Emile Mazel, vient de mourir d'un accident sur le travail, grâce au calcul ou à l'incurie d'un des médecins de l'assurance.

Le lundi 10 courant, à 4 heures de l'après-midi, étant occupé à enlever des tuiles qu'un autre ouvrier lui glissait du haut d'un toit, il en reçut une par inadvertance sur la main et eut le pouce écrasé. Malgré les souffrances du blessé, le médecin ne se décida pas à lui couper le bout du doigt et négligea aussi de lui faire une piqûre antitétanique.

L'état de notre camarade empirant de jour en jour, il fut admis, le lundi 20, d'urgence à l'Hôpital cantonal où, atteint du tétanos, il ne tarda pas à mourir d'une mort atroce le lundi 24, à 5 heures.

L'opération n'a-t-elle pas été faite par crainte de causer à l'entrepreneur un dommage de quelques centaines de francs en plus ? Ou s'agit-il d'une incurie et d'une erreur, l'une et l'autre bien graves ?

Voilà les questions angoissantes qui se posent en présence de la fin tragique de notre camarade, qui pourrait bien avoir été la victime de la plus révoltante forme d'exploitation, celle de l'assurance.

Car tout dans notre société aboutit à la réalisation de dividendes, les réformes sociales, comme le reste. Et rien ne devrait faire condamner autant la société bourgeoise que cette possibilité de spéculer même sur les accidents, les maladies et la mort.

La meilleure façon pour nous de rappeler la mémoire du cher disparu sera d'œuvrer inlassablement à la disparition du régime capitaliste avec toutes ses infamies.

DOMELA NIEUWENHUIS

AUTOUR DE LA PAIX

Suite

CHAPITRE IV

Divers autres amis de la paix

En 1816, la Société anglaise de la Paix *(Peace Society)* fut fondée en Angleterre. La même année, une société identique fut fondée à Boston, et les deux marchèrent toujours la main dans la main. La petite secte des Menonites ou baptistes défendait à ses membres le port des armes, en conformité des évangiles, et jusqu'à Napoléon, ils furent fidèles à cet enseignement. Mais aujourd'hui, ils l'ont jeté par dessus bord, puisqu'on les trouve dans l'armée même comme officiers, c'est-à-dire des hommes qui sont devenus volontairement militaires de profession.

Les Quakers aussi, — ainsi nommés d'après le mot d'un des leurs, Georges Fox : « Tremblez devant la parole du Seigneur », d'où l'expression de Quakers, soit *Trembleurs*, — les Quakers, secte née en Angleterre au XVIIe siècle, et qui se forma plus tard en colonie, sous Guillaume Penn, en Amérique, furent, conformément à l'Ecriture, adversaires du service et de la gloire militaires. C'est surtout grâce

à leurs écrits que Tolstoï s'est rendu compte de l'impossibilité de concilier le christianisme avec la guerre et la violence.

En 1838, la Société américaine de la Paix parmi les hommes édita un manifeste, établi par Guillaume Lloyd Harrison, tendant à ce que la paix générale ne puisse reposer sur d'autres bases que sur une reconnaissance publique du commandement qui dit qu'on ne doit pas résister au mal par la force (Mathieu, v. 39). Il naquit alors une société de Non-Résistance, et un journal fut fondé, sous le même titre, où ces idées furent propagées. Elles se déclaraient contre toute guerre, agressive aussi bien que défensive, contre toute organisation militariste, et contre toute loi qui prescrit le service militaire. Elles se déclaraient encore contre l'acceptation de toute situation d'Etat et rejetaient tout étatisme. Enfin, elles interdisaient à leurs membres d'élire d'autres hommes pour occuper ces situations. Et même, elles ne firent jamais appel à la Justice, quand que ce fût, parce qu'on ne doit ni juger ni être jugé.

Déjà au xv^e^ siècle, le Tchèque Khelchitzky publia un ouvrage intitulé « Le filet de la foi », où le droit à la guerre et le droit de juger sont nettement niés. Pour lui, tout héros guerrier, fût-il chevalier et noble, n'était autre qu'un assassin et un bandit.

Dans les temps anciens, la même doctrine était enseignée par les sectes hérétiques des Bogomiles, en Russie, des Paulicians et autres.

Mais ce sont surtout les Doukobors, en Russie, qui attirèrent l'attention publique sur la question du refus du service. Dans la deuxième moitié du xix^e^ siècle, on fit, pour la première fois, mention de cette secte religieuse qui reçut le nom de Doukobors, ou « lutteurs de l'esprit », ou encore de « champions de l'esprit » de l'église grecque orthodoxe, parce que, d'après le jugement dernier, ils combattaient, pour le Saint-Esprit, en refusant les cérémonies et les enseignements de l'Eglise.

Ils s'intitulaient eux-mêmes « Membres de la fraternité universelle ». Ils vécurent à Tauris, jusqu'à ce qu'ils furent bannis en Transcaucasie, dans une contrée appelée les Montagnes Blanches, et cela par ordre du tsar Nicolas I^er^, vers 1840.

Le premier qui donna l'exemple de ce mouvement fut Matveï Lebedeff, en 1895. Ils étaient dix, qui déclarèrent ne pas vouloir faire de service militaire, celui-ci étant en contradiction avec les doctrines du Christ et le service de Dieu. Ils furent emprisonnés et Lebedeff fut condamné à trois années, les autres à deux années de service disciplinaire.

Après avoir été exposés, des années durant, à toutes sortes de cruautés, on réussit à les faire transporter au Canada, où ils ont fondé une colonie et où ils s'arrangèrent de façon à pouvoir vivre en accord avec leurs principes.

Dans divers autres pays se sont créés des sociétés de la paix. Il suffit de prononcer les noms de Peel et de Cobden, qui, en 1851, présentèrent, à la Maison des Communes, une motion soulevant l'idée d'un désarmement réciproque et général ; le nom du vaillant secrétaire de l'Association anglaise de la Paix, Henry Richard ; celui de Frédéric Passy, ceux de Charles Lemonnier, Letourneau, en France ; de Laveleye, Coureur et Ad. Frank, en Belgique ; de Rudolph Virchow, Guidde, du docteur Fried, en Allemagne ; de Mancini, en Italie, et tant d'autres.

Ainsi l'on voit qu'à côté du courant favorable à la guerre, il y a un courant contraire en faveur de la paix universelle. Des congrès ont été tenus, entre autres celui de Lausanne, où Garibaldi, Bakounine et Elysée Reclus étaient présents.

L'homme, cependant, qui plus que tout autre, a pratiquement et profondément traité la question, fut Emile de Laveleye, qui, en 1873, écrivit un livre excellent : *Des causes réelles de guerre en Europe et de l'arbitrage.* Ce livre semble totalement oublié, car on ne le cite jamais, et pourtant nous le considérons comme *le livre* par excellence, classique de contenu et de forme, et qui mérite un aperçu détaillé, auquel nous allons maintenant procéder.

CHAPITRE V

Emile de Laveleye et son livre

Emile de Laveleye, tel un bon chirurgien, cherche d'abord les causes des guerres, pour formuler ensuite son diagnostic.

Il en arrive à distinguer les causes suivantes :

I. Le désir de conquête ;
II. Le principe des nationalités ;
III. Les guerres de religion ;
IV. L'équilibre européen ;
V. L'intervention dans les questions d'ordre intérieur d'un peuple étranger ;
VI. La jalousie historique ;
VII. L'influence dans les pays étrangers ;
VIII. Les guerres de colonies ;
IX. L'imperfection des formes gouvernementales ;
X. La théorie des frontières naturelles ;
XI. Engagements pris par et vis-à-vis des neutres ;
XII. Raisons diverses.

Des différentes causes de guerre énumérées ici, et qui ont déjà donné lieu à des conflits, quelques-unes ont une tendance à diminuer, à disparaître. Ce sont celles relevant de l'esprit de conquête (I), de la théorie de l'équilibre (IV), la jalousie (VI), les colonies (VIII), le fanatisme religieux (III) et l'intervention étrangère.

Nous ne partageons pas entièrement cette manière de voir de Laveleye. Ainsi, par exemple, nous ne voyons rien d'une diminution de l'esprit de conquête, et celui qui étudiera la carte de l'Europe dans les diverses périodes historiques remarquera combien elle a chaque fois changé. Tantôt ce morceau a été joint à tel Etat, tantôt celui-là à tel autre. Et l'on voit ainsi que l'esprit de conquête est toujours un facteur important. si ce n'est le plus important, dans l'éclosion des guerres.

Nous ne constatons rien non plus qui tende à prouver une diminution de l'ambition coloniale (VIII). Au contraire, combien tous les Etats sont-ils acharnés à conquérir dans les autres continents ! On cherche à agrandir son territoire. Voyez, par exemple, quelles colonies l'Angleterre, la France et l'Allemagne ont su se procurer, au cours des dernières années !

Et ce sont précisément les problèmes coloniaux qui, si souvent, nous conduisent au bord de la guerre, et souvent au-delà. Depuis que l'Allemagne, grâce à son empire, est devenue en peu d'années un Etat industriellement riche par excellence, elle a cherché, cela va de soi, à agrandir son terrain d'échange et elle est devenue aussi une puissance coloniale. dont l'avenir, selon un mot de l'empereur Guillaume, est sur la mer. Mais là, hélas ! elle rencontre l'Angleterre qui, depuis des siècles déjà, a brandi son sceptre sur tous les océans, et qui n'est pas disposée à céder cette suprématie. Ainsi, il devait se produire un choc. une rencontre ; si ce n'eût été aujourd'hui, c'eût été demain. Nul d'entre ceux qui sont tant soit peu au courant des affaires n'a pu être surpris de cette guerre. Tout au plus, a-t-il pu y avoir surprise au sujet de l'époque et de la rapidité avec laquelle elle fut entamée. Nous savions très bien qu'elle était inévitable. Pourquoi, sans cela, ces armements incessants, ces grossissements continuels des budgets de la guerre et de la marine, cet accroissement toujours nouveau des armées ? La période de paix armée qui est maintenant derrière nous, était si grosse de menaces que parfois on souhaitait presque qu'une guerre vint y donner un peu de jour. Tout cela, en effet, avait un but et quel but autre que la guerre ? C'était pareil à ces nuages qui s'amoncellent dans un ciel serein, pendant que s'accumule l'électricité jusqu'à ce qu'une décharge soit devenue inévitable. Qui ne connaît ce calme lourd et inquiétant avant l'orage ? Et lorsqu'enfin les éclairs sillonnent le firmament et que le tonnerre roule en grondant ou éclate avec fracas, alors il semble qu'a disparu le poids qui nous oppressait. Il en va de même pour le ciel politique.

Ramenée à sa plus simple expression, la question se posait ainsi : L'Angleterre était maîtresse absolue de la mer et voulait le rester. L'Allemagne voulait devenir à son tour le maître. Comment résoudre le problème autrement que par la guerre ?

Laveleye a aussi passé sous silence une cause importante de conflits et que nous voulons ajouter à sa liste sous le n° XIII : les guerres destinées à prévenir une révolution.

Au fur et à mesure que, dans le cours du temps, la classe ouvrière devint une puissance et s'unit, s'organisa internationalement, on vit en elle un danger pour la conservation des classes privilégiées. Lorsque cette classe ouvrière lève trop bien la tête, il faut chercher un palliatif, et l'on trouve celui-ci dans une saignée du prolétariat.

Une vieille canaille, le politicien Thiers disait : « Il n'y a que deux manières de conserver la paix dans le pays et d'anéantir les idées dangereuses : la fermeture de toutes les écoles et une guerre avec l'étranger ».

C'est pour cela qu'il n'a pas hésité à soumettre, en 1871, le prolétariat parisien à une saignée parfaitement inutile, car la Commune était vaincue, et l'on aurait pu, en agissant énergiquement, éviter tout à fait ce massacre de 35.000 personnes. Des officiers même firent des démarches dans ce sens, mais c'est Thiers qui voulait et qui perpétra cette tuerie.

Chaque fois qu'un danger menace, du côté des ouvriers, on verra la classe dirigeante chercher une diversion et la trouver dans une guerre avec l'étranger. Et, comme nous le voyons dans la guerre actuelle, les travailleurs se laissent, sous la direction et l'approbation de leurs chefs, encore et toujours employer comme un bétail qu'on conduit à l'abattoir sous prétexte de patrie, de civilisation, d'ennemis héréditaires, etc., ils se laissent mutuellement massacrer sans avoir l'air de comprendre qu'ils n'auront aucun avantage ni dans la victoire, ni dans la défaite. Voilà ce qu'il faut surtout faire comprendre aux ouvriers.

Contrairement à Laveleye, nous voyons précisément dans l'ambition coloniale une des principales raisons de la guerre. Et l'intervention étrangère (V) est beaucoup plus fréquente qu'on ne pense. A tout propos, il y a de ce fait des conflits diplomatiques. Même si tous ceux-ci ne sont pas résolus par l'épée, les situations n'en deviennent pas moins plus menaçantes encore.

D'autres causes, dit Laveleye, deviennent, en revanche, plus graves et plus fréquentes, comme l'antagonisme des races et le conflit des nationalités. Et il voit, en pensée, à l'horizon, deux ou trois grandes guerres, dont une du moins dans les temps présents. Mais le professeur de Liége n'a jamais pu penser, — il ne le pouvait vraiment ! — que, en violation de tous les traités, la guerre s'appesantirait de tout son poids sur la Belgique.

Malgré tout, il voit l'idée pacifiste gagner du terrain. Disons plutôt que deux courants traversent le monde : un courant militariste, qui pousse toujours à la guerre, et un courant pacifiste, qui fait tout son possible pour contrebalancer le premier. La question est donc seulement celle-ci : lequel des deux courants l'emportera ? En regardant les choses d'une manière superficielle, il n'y a pas de doute, car chacun peut déjà expérimenter que le premier courant est le plus fort. Et cependant, il est impossible de nier qu'il y a un progrès dans le sens contraire. Autrefois, par exemple, on se disputait l'honneur d'avoir déclaré la guerre et de l'avoir bien conduite, tandis qu'aujourd'hui chacun cherche à reje-

ter la responsabilité sur l'autre, et nul n'a assez de courage pour en assumer l'honneur. Un auteur français a dit une fois que l'hypocrisie est l'hommage rendu à la vertu. Cela n'est-il pas juste? Les hommes se battront encore, et même avec une rage qui ne le cède en rien à ce que l'histoire nous raconte de plus terrible, mais ils progressent quand même, puisque plus que jamais ils maudissent la nécessité de combattre. Et ceci est, malgré tout, le premier pas en faveur de la suppression des guerres.

Même si nous devons encore voir des guerres cruelles, — car qui oserait croire que celle-ci sera la dernière? — cependant, nous n'hésitons pas à dire que, si la civilisation progresse, la guerre entre deux Etats finira de même qu'elle a fini entre citoyens d'un seul et même Etat. L'esprit de clocher, la lutte entre les habitants de deux villages voisins, à l'occasion des foires, etc., tout cela a disparu. Il en est de même de la lutte entre les villes, quand celles-ci font partie d'un même pays. Bien que le provincialisme ne soit pas tout à fait vaincu, — qu'on songe à la Frise, par exemple, — il est cependant en forte régression. Reste le nationalisme, qui semble encore profondément ancré, car, malgré toutes les relations internationales, on n'en peut pas moins dire : grattez l'internationalisme superficiel, vous retomberez tout de suite sur le nationalisme le plus étroit. On nous a dit que ce sentiment national était trop naturel pour qu'il fût jamais détruit. Mais, à notre avis, on confond ici deux choses. Nous disons avec Rynders : « Pas de patrie, pas de frontières ». Mais qu'est-ce que la patrie? Est-ce le pays fertile dont nous ne possédons même pas un mètre carré? Sont-ce les forêts, les jardins, les lieux de plaisance dont, pauvres et esclaves, nous ne pouvons profiter, et dont pas la moindre petite branche d'arbre, pas un brin d'herbe, pas une fleur ne sont à nous? Sont-ce les villes et les villages où nous ne possédons rien? Est-ce la rue, où l'on nous défend de manifester même pour les besoins urgents de l'existence? Est-ce votre chambre, dont le propriétaire vous met à la porte quand vous ne pouvez pas le payer? Est-ce votre mobilier, ces riens bon marché, que l'Etat saisit dès qu'il vous est difficile d'acquitter un impôt trop élevé? Sont-ce vos enfants que la bourgeoisie s'approprie comme domestiques, ou dont elle fait de pures machines dans les fabriques? Quand on a ainsi déduit au fur et à mesure tout ce qui ne vous appartient pas, que reste-t-il alors? Sera-ce assez pour sacrifier votre vie, pour vous laisser mener à l'abattoir comme un mouton?

Non, n'est-il pas vrai?

En somme, vous ne trouvez dans votre patrie rien que vous ne trouviez aussi dans un autre pays. Aucun chagrin ne vous sera épargné ici qui pourra vous frapper là-bas; aucune joie n'est vôtre ici, que vous manqueriez au-delà de la frontière.

Votre langue? vos mœurs? Tenez-vous donc tant à dire en allemand : *Was gieb'ts in der Welt?* en hollandais : *Wat heb ik een honger!* ou en bon français : « J'ai faim! » Et puis, en outre, peut-on vous prendre votre langue, vos mœurs? Non pas! Peut-on vous prendre l'étrange sympathie que vous éprouvez pour les routes, les rues, les maisons, les murs même d'une ville ou d'un pays? Jamais de la vie! Vous conservez ces choses tant qu'elles ont du prix pour vous.

Qu'on réponde à ces questions et qu'on dise ensuite ce qu'il reste du soi-disant patriotisme. Amour du clocher, provincialisme, patriotisme, tout cela, ce sont de vieilles conceptions, inculquées et cultivées avec soin à l'école, mais qui, finalement, se résoudront en une seule, autrement belle et grande : l'humanité.

Si donc on demande ce qu'il faut pour qu'il n'y ait plus de guerres entre les peuples, Laveleye répond : 1° Un code international; 2° un tribunal international; 3° un pouvoir exécutif international.

Les bases du premier desiderata sont posées, les germes, mais rien de plus. En effet, les décisions des conférences de la paix, approuvées par les puissances contractantes, sont plutôt une réglementation de la guerre qu'une préparation de la paix. On obtient alors des guerres réglementées. Mais qu'est-ce que cela donne, quand les puissances ne s'y conforment même point? Nous l'avons vu avec la Belgique dont la neutralité était reconnue et garantie par le roi de Prusse lui-même. Pourtant elle a été violée, et un chancelier d'empire tel que Bethmann-Holweg osa dire ouvertement, au Reichstag : « Nous avons violé la neutralité, mais notre intérêt l'exigeait. » Des codes en papier ne peuvent rien contre des bombes d'acier.

Nous avons aussi un tribunal international, au palais de la Paix, à La Haye, ce monument de l'hypocrisie du XX^e^ siècle. Et nous ne dirons pas que cela ne vaille rien, car alors nous serions en contradiction avec la réalité, qui nous apprend que souvent déjà de petits différends, d'intérêt plus ou moins secondaire, qui autrefois auraient sans doute tourné en *casus belli*, ont été résolus pacifiquement aujourd'hui. Mais quand il s'agit de questions vitales, quand il s'agit de l'existence d'un peuple, une pareille cour ne peut rien en faveur de la paix : la décision, dans ce cas, doit venir de l'épée.

On parle beaucoup du droit des peuples, mais avons-nous vraiment raison d'en parler? Existe-t-il quelque chose qui mérite ce nom? Je sais bien qu'il y a des livres savants qui en discutent. Je connais celui de Hugo Grotius : *De jure belli et pacis (Du droit de la guerre et de la paix)*; je connais les noms de Puffendorf, Bynkersholk, Vattel, et parmi les contemporains le Suisse Bluntschli et Asser. Mais je ne demande pas s'il existe un droit des peuples sur le papier, mais bien s'il en existe un dans la *pratique*.

Il y a des traités et des congrès, des conventions de Genève, de Pétersbourg, etc. Mais, la guerre une fois déclarée, alors on pense à tout autre chose qu'à des conventions, alors la victoire par la violation d'une convention est beaucoup plus agréable et plus honorable qu'une défaite qui suivrait le respect de cette même convention. On peut édicter cent belles règles, en temps de guerre, on agit sous l'impression du moment. Veut-on un exemple : L'ennemi approche de l'endroit où nous demeurons. Il n'est pas question de résistance. Il s'agit d'une place ouverte. Quelqu'un sort et empoisonne tous les puits, toute l'eau potable, afin de mieux punir l'agresseur. Horrible! dites-vous. Une abomination, un scandale inhumain. En vérité, je ne vois pas cela, en me plaçant au point de vue des adeptes de la guerre. Cet homme accomplit tout bonnement un acte patriotique, car il diminue le nombre des ennemis, et c'est là l'important, en somme, — toujours en se plaçant à son point de vue.

Tout le système d'inondation hollandais n'est pas autre chose. Si tout cela est bien installé, bien organisé, si cela fonctionne comme on le prévoit, alors le plus beau résultat escomptable serait que, non seulement les habitants se trouveront en sécurité, mais surtout que toute l'armée ennemie, incapable de se sauver, serait engloutie par les flots montants....

Le point le plus faible de l'utopie est et demeure ce pouvoir exécutif international. Le professeur van Vollenhoven a fait beaucoup parler de lui, grâce à son plan qui consistait en la création d'une police internationale, en prenant pour base à sa demande ce fait que la justice civile nationale a aussi à son service une police qui se charge d'exécuter ses jugements. J'avais moi-même développé un plan semblable, en 1871, mais plus tard, j'en compris la naïveté. En effet, de cette manière, on crée tout simplement une nouvelle armée à côté de celles qui existent déjà, armée qui, naturellement, devra être beaucoup plus grande et plus forte, afin de pouvoir exécuter les arrêts de la cour. Ou s'imagine-t-on vraiment que les grandes puissances désarmeront pour s'en remettre aux agissements de cette armée internationale? Nous comprenons fort bien que les hommes pratiques aient ri de bon cœur et aient répondu par un haussement d'épaules méprisant à l'énoncé de projets aussi fantaisistes et qui sentent par trop le cabinet d'études de l'utopiste.

Deux choses sont absolument nécessaires pour assurer la paix : 1° Que les peuples voient clairement qu'une guerre ne saura jamais être pour eux un avantage; 2° qu'on indique des moyens pratiques de trancher les conflits inévitables sans que l'honneur (?) exige un appel aux armes.

Voici maintenant, toujours d'après Laveleye, les principaux moyens d'empêcher la guerre :

I. *La réduction des droits d'entrée, l'établissement de traités de commerce et de réciprocité, et, si possible, l'abolition de la douane aux frontières.*

Tout ce qui sert à isoler, à séparer les hommes, augmente les chances de guerre; tout ce qui facilite leurs relations conduit à la paix. Gladstone, l'idéaliste pacifique, n'a-t-il pas dit : « Les chemins de fer sont les fils au moyen desquels l'homme tisse la tunique de la paix mondiale ». Rien ne crée des liens aussi solides entre les peuples que le commerce. C'est l'union douanière — c'est-à-dire l'abolition des frontières entre les Etats — qui a fait l'unité allemande. Que l'Europe, que la terre entière devienne donc une vaste union douanière, ce sera un grand pas de fait dans la bonne voie.

II. *Abaissement des tarifs de transport pour les marchandises, lettres et télégrammes afin de favoriser autant que possible l'échange des produits et des idées.*

L'échange est la base de toute société, comme l'avait si bien compris Bismarck. Par la création de l'union de l'Allemagne du Nord, il avait réduit au minimum les frais de transport entre les Etats contractants. On ne semble pas encore avoir compris suffisamment l'importance de ce moyen.

(*A suivre*).

ŒUVRES DE KROPOTKINE

La Conquête du Pain. — Autour d'une Vie. — L'Entr'aide. — La Grande Révolution. — La Science Moderne et l'Anarchie. — Champs, Usines et Ateliers.

Chaque volume, 2 fr. 50. En vente au *Réveil*.

BILAN DU " RÉVEIL "

Recettes

Vente journaux et brochures :

Arbon, 7.—; Barcelone, H. B. 4.—; Genève, 5.50; Horgen 2.10, G. C. 5.50; Lachen-Vonwyl, 11.25; Lucerne 7.30, S. S. 2.—; Schaffhausen, 10.—; Thalwil, D. 2.50. TOTAL Fr. 57.15

Abonnements :

Genève, Mlle X. 5.—. TOTAL Fr. 5.—

Souscription :

Chaux-de-Fonds, J. A. 2.—; Genève, Cl. L. 2.—, B. B. 1.—, Jeanquireste, 5.—, Busc. 1.—. TOTAL Fr. 11.—

TOTAL des recettes au 28 juillet Fr. 73.15

Dépenses

Journal n° 441	162.—
Frais de poste	45.20
Prospectus (20 fr. dont 10 souscr.)	10.—
Déficit du numéro précédent	104.75
Total des dépenses	321.95
Déficit	248.80

Imprimerie des Unions ouvrières, à base communiste.